

Accord-cadre N° 2025-03

FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU

Cahier des Clauses Techniques Particulières
CCTP

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – RESPECT DES NORMES ET CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES PRODUITS	3
ARTICLE 3 – BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES ET CATALOGUE FOURNISSEUR.....	3
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE DÉROULEMENT DES COMMANDES	3
ARTICLE 5 – PRESTATIONS ATTENDUES	4
ARTICLE 6 – OBLIGATIONS ET VIE DU MARCHÉ	5

ARTICLE 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture de mobilier de bureau pour les 6 sites de l'URSSAF des Pays de la Loire :

- Site de Nantes, sis 3 rue Gaëtan Rondeau 44200 Nantes
- Site de La Roche sur Yon, sis 22 impasse Jeanne-Dieulafoy 85000 La Roche sur Yon
- Site d'Angers, sis 2-4 rue de Landemaure 49100 Angers
- Site de Cholet, sis 44 rue du Paradis 49300 Cholet
- Site de Laval, sis 14 allée de la Chartrie 53000 Laval
- Site du Mans, sis 178 avenue Bollée 72000 Le Mans

Le marché porte sur les prestations suivantes :

- La fourniture de mobiliers de bureau,
- La livraison des fournitures dans les locaux indiqués sur le bon de commande,
- Le montage, l'installation et la fixation des fournitures,
- Les prestations de conseil et d'accompagnement, étude d'implantation et d'aménagement des espaces de travail existants ou à créer, choix dans le mobilier en fonction des projets et des évolutions au sein des organismes
- Les plans d'implantation et d'installation (vues 2D et 3D sans facturation supplémentaire).

ARTICLE 2 – Respect des normes et contrôle de la qualité des produits

Les mobiliers du marché doivent satisfaire aux lois, règlements et normes applicables en France, tant au moment de l'offre, qu'ultérieurement lors des livraisons (compris les règlements relatifs à la sécurité des personnes, à l'hygiène, à la médecine du travail ...).

Les éléments de preuve de la conformité de chaque meuble aux réglementations et aux normes les concernant sont signifiés dans les fiches techniques.

A la simple demande de l'organisme après la signature du marché, le titulaire doit apporter la preuve que les normes, certifications ou processus internes dont il se prévaut dans son offre sont effectives.

ARTICLE 3 – Bordereau des Prix Unitaires et catalogue fournisseur

Les dimensions des articles figurant dans l'annexe 2 de l'Acte d'Engagement sont indicatives. Le titulaire devra indiquer les dimensions exactes de ses produits.

Les prix proposés pour chaque article comprendront l'ensemble des accessoires nécessaires à leur bon fonctionnement, qu'ils aient ou non été détaillés.

Les listes d'articles de l'annexe 2 de l'acte d'engagement sont non exhaustives.

En effet, d'autres produits, pourvu qu'ils s'inscrivent dans l'objet du marché, pourront être commandés par l'organisme sur la base des tarifs applicables aux catalogues fournisseurs auxquels seront appliquées les remises consenties à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 – Obligations en matière de déroulement des commandes

Toute commande de mobilier au titulaire devra se faire dans le respect des modalités suivantes :

Les services de l'organisme représentent le pouvoir adjudicateur, et sont les seuls donneurs d'ordre en matière de commandes du présent marché.

Lorsque cela est nécessaire, et notamment en cas de commande importante, le titulaire participe à un ou plusieurs rendez-vous sur les lieux devant recevoir le mobilier, en présence du service donneur d'ordre.

Sur la base de la demande initiale et du complément d'informations recueillies lors de ces rendez-vous, le titulaire envoie à l'organisme un plan d'implantation.

Après accord sur le plan d'implantation de la commande envoyée par le titulaire le cas échéant, le titulaire adresse un devis à l'organisme qui tiendra lieu de bon de commande après validation.

Si nécessaire, la commande prévoira la production de plans d'installation des mobiliers dans leurs locaux d'accueil, détaillant notamment la procédure d'installation, qui devra être conforme aux stipulations du présent marché. L'organisme valide ces documents avant le début de l'installation.

ARTICLE 5 – Prestations attendues

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché répondent obligatoirement aux objectifs de performance pour les sujets suivants :

- DELAIS
- VALEUR D'USAGE
- QUALITE DE LA GAMME DE MOBILIER

5.1 – Délais

Trois types de délai doivent être respectés par les candidats :

- **Délai d'envoi du plan d'implantation.**
Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures au plus pour adresser au représentant du pouvoir adjudicateur le plan d'implantation relatif à la future commande. Ce délai est prolongé de trois jours ouvrés au plus dans le cas d'une fourniture de plans à l'échelle faisant apparaître la disposition du mobilier dans les locaux concernés. Il peut être plus long sur accord écrit du donneur d'ordre si ce dernier l'estime opportun.
- **Délai de livraison**, incluant le montage. Ce délai court à réception du devis validé. Le délai contractuel sera celui que le titulaire aura indiqué dans son mémoire technique. Ce délai sera de 6 semaines maximum.
- **Durée de garantie.** Les mobiliers et matériels doivent être garantis pièces et main d'œuvre durant trois ans minimum. Si le titulaire a proposé une durée de garantie plus étendue dans son offre technique, c'est cette durée qui est prise en compte.

Les délais ci-dessus s'appliqueront à l'ensemble des articles listés au BPU et au(x) catalogue(s) fournisseurs et demeurent applicables pendant toute la durée d'exécution du marché.

5.2 – Valeur d'usage

- **Ergonomie :**

Dans tous les cas, il est indispensable de prendre en compte la notion d'ergonomie : adéquation fonctionnelle entre la personne, l'environnement et l'outil de travail.

Le mobilier proposé doit donc être pratique (usage spécifique bien pris en compte, déplacements et aménagements d'installation aisés), confortable (de position, acoustique, thermique, visuel), et adaptable aux contraintes du milieu ambiant (température, humidité, pollution).

- **Sécurité :**

La sécurité s'impose dans tous les cas en prenant en compte, lors de la conception et de la fabrication des produits :

- La protection physique (stabilité d'un meuble),
- La protection électrique (bonne isolation des câbles),
- La sécurité par le choix des matériaux et des produits (comportement au feu par exemple),
- La sécurité sanitaire. Réduire l'utilisation de substances dangereuses : certaines peintures, vernis, et colles contiennent des substances dangereuses pour la santé et l'environnement (métaux lourds, solvants, ...). Le titulaire doit proposer du mobilier dont la finition est réalisée avec des produits faiblement solvantés. Les peintures et vernis à base aqueuse remplissent ces conditions.

L'ensemble des mobiliers doit respecter les contraintes d'un classement M3 au titre de la réglementation sécurité incendie.

Aucune partie du mobilier, par ses caractéristiques, et notamment la présence d'arêtes ou saillies, le mode d'assemblage de ses éléments fixes et mobiles ou le mouvement d'éléments mobiles, ne doit présenter des risques d'atteinte à l'intégrité physique, tels que lésion, coupure, pincement, étranglement ou suffocation.

- **Robustesse :**

Elle doit permettre une utilisation durable et un entretien facile et constant sans détérioration. Les mobiliers doivent avoir une durée de vie en rapport avec une utilisation normale.

Le mobilier à longue durée de vie (solidité et résistance) permet de réduire la fréquence de renouvellement et les impacts liés à la fabrication et à son élimination. La garantie de réassort et de pièces de rechange permet d'accroître encore cette longévité.

Les mobiliers doivent être faciles à démonter (réparation, évacuation).

5.3 – Qualité des gammes de produits

Le mobilier devra relever principalement d'une gamme standard, conforme à ce qui existe dans de nombreuses administrations. Le mobilier devra s'intégrer facilement aux différents types de locaux et au mobilier existant et devra être modulable pour s'adapter aux différentes configurations.

Les gammes proposées doivent permettre une combinaison fonctionnelle la plus riche possible entre mobiliers d'une même gamme.

Dans le même souci d'adaptabilité, une attention particulière est apportée à la qualité et la richesse du choix des matières et de couleurs de chaque gamme.

Cette variété ne doit pas aboutir à la confusion, et doit pouvoir se décliner sobrement.

5.4 – Dimensions environnementales

Les mobiliers doivent répondre à des objectifs en matière de respect de l'environnement.

Il est souhaité que le titulaire respecte notamment les critères d'utilisation des essences de bois, d'émission de formaldéhyde, d'utilisation des phtalates, et d'aptitudes à l'usage conformes au label NF environnement et à la chaîne de traçabilité PEFC en vigueur.

Le titulaire s'engage par ailleurs à respecter les performances environnementales, normes et labels qu'il a décrits dans son mémoire technique.

ARTICLE 6 – Obligations et vie du marché

6.1 – Visite sur place et fourniture de plans

Certains articles nécessitent une visite sur place et la fourniture de plans à l'échelle faisant apparaître la disposition du mobilier dans les locaux concernés. Dans cette hypothèse, cette étude doit être intégrée dans le prix des mobiliers et ne donne lieu en aucun cas à une facturation supplémentaire.

6.2 – Clefs et serrures

Les mobiliers comportant des serrures sont équipés de serrures à barillet interchangeable. Chaque serrure doit être munie d'un jeu de 2 clés articulées, minimum. Ces clefs sont munies d'une étiquette de repérage comportant l'identification du meuble et la pièce correspondante.

6.3 – Livraison – montage – fixation

Pour les livraisons, le montage et la fixation, la date et les modalités de l'intervention sont arrêtées en accord avec le représentant du pouvoir adjudicateur.

Conditions de livraison

Le titulaire prend rendez-vous avec l'interlocuteur de l'organisme renseigné sur le devis, en vue de la livraison. Le cas échéant, l'interlocuteur lui indique les personnes à contacter dans les structures concernées par la livraison pour l'organisation d'un rendez-vous de livraison.

La livraison s'effectue toujours en présence d'un représentant du titulaire.
Le titulaire devra s'assurer, pour le choix des camions de livraison, des conditions d'accès au lieu de déchargement.
Le titulaire doit prévoir le personnel et le matériel suffisants pour le transport, le déchargement, le montage et la fixation.
Les prestations doivent être effectuées aux jours et heures ouvrables c'est-à-dire les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis.
Les dates et lieux seront indiqués par l'organisme dans le devis.
Au plus tard 48 heures avant la prestation, le titulaire doit s'assurer sur place des conditions de livraison.
A défaut, aucune indemnité supplémentaire relative aux conditions de livraison ne sera accordée au titulaire (travaux inachevés, locaux encombrés...).

Sécurité

Lors de commandes importantes ou lorsque cela se justifie, les livraisons se font dans le cadre général d'un plan de prévention des risques visés par le titulaire ainsi que par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ce plan pourra être actualisé annuellement.
Le cas échéant, la livraison est précédée d'un compte-rendu d'inspection où seront listés les risques ainsi que les mesures de prévention afférentes. Ce document est visé par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.
Les livraisons sont faites dans le cadre de ce compte-rendu et sous la responsabilité exclusive du titulaire jusqu'à la réception des mobiliers et matériel et leur mise en place ou mise en route dans les locaux désignés sur le bon de commande.

Installation – montage – fixation

Les livraisons, montages, fixations sont faits dans des délais réduits de façon à ne pas perturber le fonctionnement de l'organisme. Sauf demande expresse, la commande sera livrée intégralement en une seule opération de livraison.
Le transport, la manutention et l'installation des fournitures commandées sont effectués par le titulaire à sa charge et sous sa responsabilité.
La prestation comprend la protection des locaux et voies de circulation, verticales et horizontales. Les dégâts engendrés à l'occasion de la livraison ou du montage sont à la charge du titulaire.
Au fur et à mesure de l'exécution des prestations, le titulaire procède au dégagement et au nettoyage des lieux dans lesquels il intervient. A ce titre, il devra récupérer à chaque fois les cartons, les plastiques, emballages ou tout autre résidu et les enlever des locaux de l'administration. Le nettoyage sera effectué à la fin de l'intervention, ou en fin de chaque journée d'intervention si les prestations se déroulent sur plusieurs jours.
L'installation du mobilier, le montage et la fixation sont exécutés selon les conditions du présent marché et les plans d'installation fournis par le titulaire et dûment validés par le représentant du pouvoir adjudicateur.
Toute livraison non conforme sera rigoureusement refusée. A la suite de ce refus, le titulaire devra reprendre les fournitures non-conformes et livrer les mobiliers correspondant à la commande dans le délai contractuel initial.
Le titulaire remet les notices d'installation des divers mobiliers. Le titulaire s'engage à effectuer l'installation des mobiliers le jour même de leur livraison.

6.4 – Nouvelles productions – arrêt de fabrication

Les mobiliers livrés seront strictement conformes aux modèles commandés.
Il est convenu que les modèles des gammes référencées dans l'annexe financière seront maintenus, ou remplacés par des gammes équivalentes en prix et aux performances conformes au présent CCTP, pendant toute la durée du marché. A cette fin, il est demandé au titulaire de présenter une gamme de mobilier récente, dont la pérennité portera aussi bien sur les formes et les matériaux que sur les coloris.

Le titulaire a l'obligation de garantir la fourniture de chacun des mobiliers listés à l'annexe financière durant la durée du marché.

Le remplacement d'un mobilier fera l'objet d'un accord préalable entre le titulaire et l'organisme et sera formalisé par un avenant.

6.5 – Conditions de garantie, de maintenance, services après-vente, pièces détachées

Les mobiliers sont garantis contre tout vice de fabrication ou défaut de matière et de vices cachés.

Ils seront obligatoirement garantis pièces et main d'œuvre durant trois ans minimum (date d'admission). Si le titulaire a proposé une durée de garantie plus étendue dans son mémoire technique, c'est cette durée qui est prise en compte.

Le mémoire technique précise l'objet de la garantie, ses limites éventuelles, et les conditions dans lesquelles celles-ci peuvent être mises en jeu.

Les conditions de garantie impliquent, pendant cette période, le service après-vente du titulaire et la fourniture, par celui-ci, des pièces détachées nécessaires à la réparation pendant la période de garantie si la réparation est effectuée directement par les services de l'organisme. Pendant la période de garantie, le titulaire ne peut pas arguer du fait que le mobilier n'est plus fabriqué pour ne pas fournir les pièces commandées.